

à faire respecter, nous conduisent inévitablement à la banqueroute; que le seul moyen jamais trouvé d'assurer la libre circulation des changes est de permettre la vente libre de l'or. Sous ce dernier rapport, le Canada est tout particulièrement privilégié. Dans le domaine du commerce, nous sommes aujourd'hui un pays important, le premier au monde peut-être, compte tenu de notre population. Si nos commerçants à l'étranger avaient de l'or à leur disposition ce serait pour eux un atout d'une valeur inestimable. Je tiens à souligner enfin qu'une belle occasion s'offre à nous d'accroître vers le nord notre domaine exploité. J'ignore,—et personne ne peut le déterminer,—combien vaut l'or sur le marché libre aujourd'hui. Il se vend \$80 l'once en certains endroits, \$60 ailleurs et le volume des transactions est assez considérable. Sur le marché des lingots aux États-Unis le prix est de \$41 et \$42. Il est donc impossible d'établir la valeur réelle de ce métal, du moins en fonds canadiens ou américains. Je n'hésite pas à dire cependant que notre prix de \$35 en fonds canadiens est beaucoup trop bas. Si la valeur de l'or en fonction du dollar canadien se rapproche des tarifs courants dans le monde entier, la production aurifère annuelle du Canada atteindra non seulement 200 millions, mais 300, 400 ou même 500 millions de dollars. Nous pouvons modifier de fond en comble toute notre armature économique. C'est ce qui nous tirera du marasme du commerce international bouleversé. Le monde a soif d'or. Les États-Unis en ont soif.

Une VOIX: Le monde réclame du blé.

M. ADAMSON: Il réclame du blé, c'est vrai, mais nous n'en touchons pas le prix. Telle est la situation actuelle et je ne dis rien là contre; nous devons nous efforcer de prévenir la famine générale. L'or est cependant le seul élément qui inspire confiance aux nations. Nous pouvons utiliser notre or à notre propre avantage et devenir, sur le plan international, une puissante nation commerçante; nous pouvons aussi maintenir notre ligne de conduite actuelle et nous acheminer, je le dis en toute sincérité, vers la banqueroute. C'est au Parlement qu'il incombe de choisir la voie à suivre.

M. DAVID CROLL (Spadina): S'il existe un sujet qui a fait l'objet d'une discussion approfondie d'un bout à l'autre du pays, c'est celui de l'immigration. Ce problème épineux continuera d'intéresser le pays. Plusieurs orateurs, les uns, comme moi-même, à plusieurs reprises, ont débattu la question au point de vue social, économique, moral et humanitaire. Dans la pratique, toutes les classes de notre société, d'un bout à l'autre du pays, réclament un accroissement de la population. On

n'a fait cependant qu'entrebâiller légèrement les portes. Au monde en général nous disons: "Si vous avez le bonheur de vous ranger dans quelques rares catégories, vous pourrez entrer au pays plus tard", et aux autres nous disons simplement: "Nous n'avons encore pris aucune décision". Je ne veux pas nuire aux faibles mesures prises en vue d'ouvrir la grille étroite du Canada. C'est un pas dans la bonne voie, mais notre programme est vague, imprécis et tout à fait insuffisant; il ne nous amènera donc qu'une poignée d'immigrants. C'est surtout par là qu'il pêche. Nous avons tout de même accompli quelque chose. De concert avec d'autres honorables députés, j'ai félicité le ministre des Mines et Ressources (M. Glen) d'avoir déclaré qu'aucun groupe, aucune catégorie d'immigrants ne serait victime d'injustice. C'est déjà une victoire que d'avoir obtenu que tous soient traités d'une façon uniforme. Le Gouvernement manquait à sa dignité et insultait les étrangers parmi nous en favorisant certains groupes. Maintenant qu'on a supprimé les distinctions en principe, j'ose croire que le ministère les abolira en pratique.

Le relâchement du règlement sur l'immigration se fonde sur deux motifs importants. En premier lieu, nous voulons et devons aider les régions d'Europe dévastées par la guerre, ce qui nous a poussé à élaborer un programme humanitaire de portée restreinte et de courte durée, mais non un programme d'immigration. En second lieu, il importe de prévoir bien à l'avance le progrès du Canada. Je signale à la Chambre une brochure qu'émettait récemment le ministre du Commerce (M. MacKinnon); il s'agit du bulletin éducatif n° 1, 1947 qui compte quelque 165 pages et expose, pour la gouverne des conseillers, des données statistiques sur l'embauchage au Canada. Plutôt que d'exprimer mon avis sur cet ouvrage, je cite un extrait de la *Gazette* de ce matin; le voici:

Il est étonnant de constater qu'une nouvelle source, le Bureau fédéral de la statistique, appuie l'opinion générale qu'une immigration accrue s'impose. Dans les données statistiques sur l'embauchage, les chiffres, tableaux, graphiques et vœux du bureau sont aussi froidement pratiques qu'ils sont irrécusablement et mathématiquement exacts. Influencé ni par le sentiment, ni par les préjugés ni par les considérations d'ordre politique, le Bureau de la statistique se fonde uniquement sur les faits recueillis. Il commence par le commencement. Au moyen de graphiques et de chiffres, il arrive, par arithmétique, à la seule solution logique. Il prouve que "seul un programme solide d'immigration pourrait porter au niveau antérieur les marchés domestiques", car le nombre des naissances diminue ou reste stationnaire.

En outre, si le Canada tient à maintenir son présent niveau d'existence et à tirer parti de ses ressources naturelles, qui sont encore loin